

qui a suivi la récession de 1981-1982. Depuis, une des principales priorités a été de promouvoir la stabilité et la prospérité économiques grâce à de faibles taux d'inflation et d'intérêt et à de saines finances publiques.

Au Sommet de Tokyo en 1986, les leaders ont souligné la nécessité d'améliorer la coopération macroéconomique en surveillant de près le produit national brut, l'inflation et les taux d'intérêt et de change de chaque pays. C'est pourquoi les ministres canadien et italien des Finances furent invités à se joindre à leurs homologues des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des Sept Ministres des Finances. Depuis, les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et les hauts fonctionnaires des pays du G-7 se réunissent régulièrement pour discuter du rendement et des politiques économiques de leur pays et renforcer leur coopération économique et monétaire sur le plan international.

Après le ralentissement des économies occidentales au début des années 90, les leaders du G-7 ont mis l'accent sur les politiques susceptibles de tonifier et de soutenir la relance mondiale. À Munich, en 1992, ils sont convenus de la nécessité de rendre leurs marchés du travail plus flexibles et mieux adaptés aux transformations économiques afin de lutter contre le chômage élevé. L'année suivante, à Tokyo, ils ont mis au point une stratégie mondiale de croissance pour créer de l'emploi. Sur cette lancée, les États-Unis ont accueilli à Détroit au printemps de 1994 la Conférence du G-7 sur l'emploi, où les ministres des pays du G-7 ont eu l'occasion de procéder à un échange de vues et d'expériences sur la réduction du chômage et la création d'emplois. D'autres discussions se sont déroulées sur ce sujet à la réunion ministérielle de l'OCDE à Paris, en 1994.

Au Sommet de Naples, en 1994, l'emploi et la croissance, les relations avec la Russie, la réforme en Ukraine et le commerce international ont été les principales questions économiques à l'ordre du jour. Les discussions politiques ont principalement porté sur la Bosnie, la Corée du Nord et le maintien de la paix. Il y fut notamment convenu de convoquer à Bruxelles une réunion ministérielle sur les nouvelles technologies et l'autoroute de l'information et d'appuyer l'adoption de mesures pour soulager la dette des pays les plus pauvres. On convint également de fournir à l'Ukraine une aide au plan d'action sur la sûreté nucléaire pouvant aller jusqu'à 200 millions \$ US, et plus de 4 milliards \$ US pour de nouvelles initiatives de réforme, en plus d'appuyer la tenue par le Canada d'une conférence sur le Partenariat pour la transformation économique de l'Ukraine.

Le Sommet de Halifax, en 1995, était centré sur les institutions internationales; un ambitieux programme de renouveau et de réforme visant à les rendre aptes à relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle y a été mis sur pied. Les leaders du G-7 voulaient s'assurer que ces institutions, pour la plupart créées il y a environ 50 ans, avaient les ressources et la flexibilité voulues face à une économie mondiale en évolution. Le Communiqué de Halifax a mis de l'avant un